

carte blanche

Vingt-quatre signataires du collectif Roosevelt.be (1)

Chers élus, soyez à la hauteur des défis de notre temps !

Le collectif Roosevelt.be est un mouvement citoyen pluraliste, soutenu par un ensemble de personnalités de différents horizons. Il lance, ci-dessous, une série de suggestions aux différents gouvernements, déjà formés ou encore en négociations, issus des élections du 25 mai dernier.

Chers négociateurs des futurs gouvernements,

Le contexte dans lequel vous allez assurer vos fonctions nécessite des mesures ambitieuses. Plus qu'une crise, le monde fait face à une fin de cycle, une mutation structurelle qui ne pourra être solutionnée par le même type de politiques qui nous ont menés au bord du gouffre. Les résultats des élections européennes sont un sérieux signal d'alarme : l'Europe est de plus en plus perçue par les citoyens comme un problème plutôt qu'une solution. La triple élection du 25 mai offre une opportunité historique d'impulser un changement de paradigme basé sur la justice fiscale, la régulation bancaire et financière, la transition socio-écologique et le travail décent.

Avant les élections, le collectif Roosevelt.be a lancé un appel à un « New Deal », un ensemble cohérent de mesures urgentes pour se protéger d'une nouvelle crise et construire sereinement une société meilleure. Huit partis politiques ont répondu à cette proposition (jevotedoncsuis.be/questionnaire.html) et nous les en remercions. Plusieurs points de convergence en ressortent, sur lesquels se sont engagés plusieurs partis francophones qui participeront aux gouvernements fédéral et/ou régionaux. (rooseveltbe.org/Doc/Annexe-NewDeal-Gov.pdf).

C'est sur cette base que le collectif Roosevelt.be souhaite vous suggérer les lignes de force que devraient intégrer les déclarations et les actions des futurs

gouvernements. Le collectif Roosevelt.BE est un mouvement citoyen pluraliste, soutenu par un ensemble de personnalités de différents horizons. En 1933, F.D. Roosevelt appliqua en trois mois 15 réformes qui sortirent durablement son pays de la crise ouverte par le krach de 1929. Nous avons à nouveau besoin d'hommes et de femmes d'Etat capables de mettre en œuvre un véritable « New Deal ». Si ce sont des décisions politiques qui nous ont menés dans l'impasse actuelle, d'autres décisions politiques peuvent nous en sortir. Voici celles qui pourraient y contribuer (version complète rooseveltbe.org/Doc/LettreOuverte.pdf) :

Oser une vraie révolution fiscale :

- Rétablir un équilibre en taxant davantage les revenus du capital et en allégeant la fiscalité sur les bas et moyens revenus du travail, afin d'augmenter le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

- Réduire de manière drastique les multiples niches fiscales qui permettent des déductions injustifiées d'impôts, comme les intérêts notionnels.

- Boycoter les paradis fiscaux, qui font perdre 5 milliards € par an à la collectivité en Belgique.

- Instaurer un impôt européen minimum sur les bénéfices des sociétés pour enrayer la mise en concurrence des Etats par les firmes transnationales.

- Taxer à hauteur de 0,1 % toutes les transactions financières à l'échelle européenne, afin de limiter l'impact nocif de la spéculation financière et de mobiliser des moyens pour financer les biens publics mondiaux.

Réguler les banques et ramener la finance au service du développement durable :

- Instaurer une scission stricte des activités de banques d'affaires et de dépôts en Eu-

rope et en Belgique.

- Redonner de l'oxygène aux Etats en finançant la dette publique aux mêmes conditions que les banques via un emprunt indirect à taux d'intérêt très bas à la BCE, réduisant les dépenses

d'intérêts, actuellement de 12 milliards € par an en Belgique.

Opérer une transition socio-écologique et garantir le travail décent :

- Refuser la vente de produits fabriqués dans des conditions ne respectant pas des standards sociaux et environnementaux de base, préservant ainsi notre modèle social et contribuant au respect des droits humains.

- Lancer un plan d'investissement massif contre le dérèglement climatique, créant plusieurs dizaines de milliers d'emplois, de 1 % du PIB européen au moins, dans l'isolation des bâtiments et dans le développement des énergies renouvelables.

- Investir massivement dans la construction de logements, créant ainsi des emplois et faisant baisser les loyers.

- Accélérer le développement de l'économie sociale qui est un levier d'emplois majeur.

Par ailleurs, le signal des élections européennes implique de répondre au déficit démocratique et au dumping social qui font le lit de l'euroscépticisme :

- Mettre en place un système parlementaire européen, avec un droit d'initiative du Parlement européen et une Commission composée de la majorité parlementaire et chargée de n'intervenir que sur les questions où l'Europe a une véritable plus-value.

- Instaurer une harmonisation sociale européenne et adopter un Traité de l'Europe Sociale incluant des critères de convergence sociale.

Chers élus, nous vous interpellons car nous voulons croire qu'en 2014, comme en 1933,

l'action citoyenne et l'action politique sont capables de changer la donne, d'initier les transformations dont notre société a besoin. Nous refusons de croire que votre rôle se limite à introduire des réformes à la marge ou à rassurer les marchés finan-

ciers. Soyez à la hauteur des défis de notre temps ! ■

(1) Parmi ce collectif de 24 signataires : Mateo Alaluf, professeur, ULB; Jean Cornil, Essayiste; Anne Demelenne, Secrétaire générale, FGFB; Olivier De Schutter, professeur, UCL; Jean-Jacques Jespers, professeur, ULB; Bob Kabamba,

professeur, ULG; Hugues Le Paige, directeur de la revue Politique; Christine Mahy, Secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté; Philippe Maystadt, ministre d'Etat et Pierre Verjans, politologue, ULG. La liste complète des signataires du collectif est connue de la rédaction.